



# Assemblée générale

Distr. générale  
30 juillet 2012  
Français  
Original : anglais

## Soixante-septième session

Point 25 b) de l'ordre du jour provisoire\*

### Activités opérationnelles pour le développement : coopération Sud-Sud pour le développement

## L'état de la coopération Sud-Sud

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

À la lumière d'une récente multiplication des interactions économiques Sud-Sud, mue par la croissance économique rapide et la capacité d'adaptation des principales économies du monde du Sud, le présent rapport appelle l'attention sur les facteurs de mutation d'un Sud en plein essor. Il s'agit notamment de l'élargissement de sa classe moyenne, de sa connectivité et de ses compétences, nouveaux atouts prometteurs que peuvent exploiter les pays en développement, dans le cadre d'efforts renouvelés visant à réaliser un développement humain durable dans des domaines tels que l'alimentation, la santé et la sécurité énergétique. Le rapport fait suite à la résolution 66/219, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-septième session, un rapport complet sur l'état de la coopération Sud-Sud. Vu la richesse des échanges Sud-Sud aux niveaux régional et sous-régional et les nombreux nouveaux partenariats qui s'établissent dans tout le Sud, le rapport préconise l'instauration de formes multilatérales de coopération Sud-Sud qui concilient des soucis de croissance, d'équité et de protection de l'environnement.

\* A/67/150.



## I. Introduction

1. La coopération Sud-Sud n'est plus seulement un autre moyen de soutenir le développement des pays pauvres. Elle sous-tend les échanges dynamiques intra-Sud qui ont modifié la géographie des relations économiques internationales et fait des pays en développement les moteurs de la croissance mondiale. Dans un monde en pleine mutation qui s'emploie à se réorganiser face à de graves crises et à des bouleversements considérables qui affectent les résultats et le potentiel économiques, la coopération Sud-Sud a été un facteur primordial de stabilité et d'espoir.

2. Elle a été un facteur majeur dans la décennie de réduction des taux de pauvreté en Afrique qui a suivi des réductions similaires en Asie et favorisé ainsi l'émergence d'une nouvelle classe moyenne sur les deux continents. Par ailleurs, la propagation rapide des réseaux de téléphonie mobile en Afrique et en Asie a foncièrement amélioré les niveaux de connectivité au sein des pays en développement et entre eux, en même temps que de nouvelles technologies de télédétection et d'information ont permis aux pays en développement de brûler de nombreuses étapes de développement. Ces tendances reflètent plus qu'une réalisation et un potentiel : elles soulignent également la nécessité pour la coopération Sud-Sud de se faire une plus vaste idée du développement, une qui s'inscrit dans le cadre d'une approche plus dynamique du développement humain.

3. L'ampleur croissante du soutien Sud-Sud en faveur du développement à un moment où l'aide provenant du Nord ne cesse de baisser a retenu l'attention et suscité des commentaires au cours de l'année écoulée. Dans l'essentiel des commentaires, la tendance a été d'assimiler les deux modalités d'aide au développement et de regrouper les transferts de ressources entre pays en développement avec toute la coopération Sud-Sud. Les flux de l'aide au développement du Nord et du Sud sont nettement différents cependant, et la coopération Sud-Sud a une portée plus vaste que le soutien financier et technique; il s'agit d'un processus élargi de consultation et de collaboration faisant intervenir tous les pays en développement et visant à améliorer leur bien-être et leurs moyens d'action économique, sociale et politique collective. La manœuvre ayant pour objet de rattacher l'aide publique au développement (APD) et les flux Sud-Sud d'appui au développement au cadre commun de l'efficacité de l'aide dans l'arène de la politique nationale est une action à laquelle sont farouchement opposés les pays en développement, d'où la nécessité d'élucider et de préciser le concept et les processus de coopération Sud-Sud. L'avenir de l'aide au développement comportera nécessairement des débats sur la coopération Sud-Sud et le présent rapport vise à aider dans ce sens, en permettant de mieux saisir les distinctions évolutives et la nature complémentaire de la coopération Sud-Sud par le biais de l'aide au développement traditionnel et en soulignant son rôle dans un paysage changeant, doté de nouveaux acteurs, outils techniques et partenariats, ainsi que de nouvelles priorités.

## II. L'état de la coopération Sud-Sud

### A. Le Sud émergent

4. L'émergence du Sud qui aura retenu l'attention de la communauté internationale au cours de ces dernières années s'est traduite par une série de nouvelles réalités qualitatives qui revêtent d'importantes conséquences pour l'ordre mondial. Parmi les plus marquantes figurent notamment celles qui sont exposées ci-dessous.

5. Une nouvelle classe moyenne : une décennie de forte croissance en Afrique subsaharienne a créé ce que la Banque africaine de développement a appelé une classe moyenne de plus de 300 millions d'individus dotés de revenus discrétionnaires. Comme en Asie du Sud, cette couche de la société dépasse nettement à l'heure actuelle ses homologues en Europe et en Amérique du Nord. Le grand écart de richesse entre le Nord et le Sud n'a, évidemment, pas été comblé, mais en termes de stabilité de la croissance en Afrique, il introduit une nouvelle réalité. Non seulement la consommation intérieure est maintenant un facteur de plus en plus important dans la chronique de la croissance en Afrique, mais le continent est aussi mieux à même de relever nombre des défis qui se posent à lui.

6. Une nouvelle géographie du commerce mondial : le terme tant galvaudé de « nouvelle géographie » du commerce international se manifeste non seulement dans le pourcentage sans précédent du commerce international qui revient aux pays en développement, mais également dans la capacité d'adaptation du Sud à la crise financière et à celle de la dette qui ont secoué les principaux pays développés. La demande soutenue de produits primaires africains de la part de la Chine, qui bénéficie actuellement du tiers des exportations du continent, a mis le Sud à l'abri d'une situation qui aurait tourné au désastre pour de nombreux pays il y a une décennie. L'Afrique apparaît également comme une destination de plus en plus importante pour les investissements étrangers directs, soit le quart des flux en direction du Sud, ce qui correspond à un record historique. Bien que l'essentiel des flux de fonds étrangers sont orientés vers un nombre restreint de pays et vers l'extraction de matières premières, le secteur manufacturier et celui des services, notamment du tourisme, en bénéficient également.

7. Nouvelle connectivité : le Sud a vu sa connectivité s'accroître rapidement en son sein et entre pays en développement à la suite de l'expansion des réseaux sans fil. Dans un monde qui compte plus de 7 milliards d'habitants, il y a actuellement 6 milliards de téléphones mobiles en service. La Chine en a plus d'un milliard et l'Inde plus de 900 millions. En septembre 2011, l'Afrique, avec 620 millions de raccordements, a dépassé l'Amérique latine au classement mondial pour devenir le deuxième plus grand marché régional de téléphonie mobile; d'ici à la fin de 2012, ce chiffre doit, selon les projections, passer à 735 millions. Au Moyen-Orient, 9 personnes sur 10 ont un téléphone; au Brésil, le plus vaste marché d'Amérique latine, le nombre de téléphones en service est 30 % plus élevé que la population. Quand on considère qu'une décennie auparavant, il n'y avait que quelques centaines de millions de téléphones mobiles à travers le monde entier, l'ampleur et la portée des conséquences de la nouvelle connectivité n'en seront que plus indéniables.

8. Nouvelle masse de connaissances : parce qu'il est à la fois moins coûteux et plus maniable qu'un ordinateur, l'ordiphone permet plus facilement aux gens de

s'adonner à diverses activités éducatives et productives. Le téléenseignement devient plus aisé, tout comme la diffusion de nouvelles allant des bulletins météorologiques, importants pour les agriculteurs et les pêcheurs, aux cotations en bourse. En offrant la possibilité de lancer l'alerte en cas de catastrophe naturelle ou anthropique et d'y faire face, la nouvelle connectivité renforce la cohérence et la capacité sociales. Réduire les coûts et les efforts de coopération permet au commun des mortels de se prendre en charge et, partant, renforcent les processus démocratiques. Dans l'ensemble, les habitants des pays en développement sont maintenant plus que jamais auparavant en mesure d'établir le contact avec ce que l'on a nommé « l'Internet des choses », les 5 milliards de machines qui aujourd'hui stockent et gèrent des flux d'information dans le monde et la masse de connaissances accumulées par l'humanité. La coopération Sud-Sud sera d'une importance primordiale pour faire face à la transformation économique et sociale sans précédent du monde qui redéfinira le « développement » même.

9. Nouveaux transformateurs de connaissances : l'impact immédiat de la nouvelle connectivité sur le développement a été accentué par les progrès réalisés dans le domaine des technologies de traitement des connaissances telles que l'informatique dématérialisée, les ordiphones à fonctions multiples, et la télédétection par de petits drones chargés de détecteurs optiques, biologiques, chimiques et autres. Ces technologies, alliées à l'intégration géospatiale de multiples séries de données, permettent d'étaler des couches d'informations sur des cartes interactives qui peuvent être examinées sur des ordiphones. Cela dispense du combat classique que menaient les responsables politiques pour avoir accès à de multiples séries de données sur des différentes questions économiques, sociales et environnementales et autres et les comprendre, facilitant ainsi la coopération Sud-Sud à des échelles qui auraient été impossibles ou extrêmement coûteuses même il y a une décennie. C'est ainsi que le Forum des îles du Pacifique, avec ses pays en développement membres<sup>1</sup>, qui sont étalés sur de vastes distances océaniques, se servent des nouvelles technologies pour surveiller une zone de protection du milieu marin de 40 millions de kilomètres carrés. Cinq pays<sup>2</sup> en Afrique australe ont établi le plus vaste projet de conservation de la faune du monde dans une zone de la taille de la Suède. Le Kavango-Zambezi Transfrontier Conservation Area traverse des frontières nationales et permet aux troupes d'éléphants migrateurs de suivre leurs anciens itinéraires sans être entravés par des lignes sur une carte. L'information économique, sociale et environnementale géospatialement intégrée pourrait énormément faciliter la coopération Sud-Sud. C'est ainsi qu'elles peuvent faire de quiconque dispose d'un téléphone mobile, le témoin direct de phénomènes sociaux et écologiques<sup>3</sup>.

10. Nouveaux impératifs : moteur de la croissance économique mondiale censé représenter plus de 60 % du produit intérieur brut (PIB) global d'ici à 2030, le Sud fait face à une série de nouveaux impératifs au premier rang desquels se trouve le

<sup>1</sup> Les membres actuels sont les suivants : Australie, Fidji, îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

<sup>2</sup> Angola, Botswana, Namibie, Zambie et Zimbabwe.

<sup>3</sup> La résolution 2011/24 du Conseil économique et social a créé le Comité d'experts sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale en tant qu'instance de coordination et de concertation entre États Membres, et entre États Membres et organisations internationales compétentes.

développement durable. Le modèle de croissance actuel, promu au détriment du souci immédiat de l'environnement, n'est plus une option viable compte tenu du réchauffement de la planète et des changements climatiques. Les mouvements terroristes, le trafic de drogues, le blanchiment d'argent et d'autres formes de criminalité transnationale organisée, doivent également relever de la politique du Sud, en raison des tensions régionales auxquelles ils contribuent, de la bonne gouvernance qu'ils entravent et de la coopération qu'ils rendent difficile, voire impossible.

## **B. Promouvoir un développement humain durable**

11. À l'heure où les pays en développement portent leur regard au-delà des questions de subsistance, leur attention est de plus en plus retenue par le développement humain. Les questions abordées au titre de cette rubrique ne sont certes pas nouvelles, mais il y a un souci de les examiner dans un cadre stratégique.

### **Sécurité alimentaire**

12. Alors que la population mondiale a doublé au cours des 50 dernières années, la production alimentaire, elle, a triplé. Il en résulte qu'il y a plus qu'assez de vivres dans le monde aujourd'hui pour nourrir les plus de 7 milliards d'habitants que compte la planète. La faim constitue toutefois la réalité quotidienne d'environ un milliard de personnes à l'heure actuelle. Cela tient à plusieurs raisons. À peu près le tiers de la nourriture produite est dévoré par les insectes, détruit parce que mal stocké ou tout juste jeté comme déchets de cuisine (les consommateurs des pays riches gaspillent presque autant de nourriture – 222 millions de tonnes – que la production alimentaire nette totale de l'Afrique subsaharienne : 230 millions de tonnes). La nourriture disponible se gâte généralement faute d'infrastructures de transport. Les régimes de commerces restrictifs, les responsables corrompus et les marchands avides de profit peuvent aussi empêcher que la nourriture parvienne aux populations affamées. En un mot, la faim généralisée n'est pas uniquement une affaire d'approvisionnement alimentaire : la « sécurité alimentaire » est liée à la bonne gouvernance. Il sera difficile d'éliminer la faim tant que les questions ne seront examinées dans leur globalité.

13. La coopération Sud-Sud en cours en matière de sécurité alimentaire porte sur des initiatives allant de l'échange de compétences sur la manière d'accroître la productivité à l'assistance technique dans le domaine de l'aménagement des bassins versants en passant par la recherche scientifique sur le développement de semences adaptées aux conditions particulières de différentes régions. Il s'agit précisément du nouveau Centre de semences de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en Zambie, qui vise à s'assurer que les agriculteurs de la région ont accès aux meilleures semences hybrides disponibles; de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique parrainée par l'Union africaine et du programme que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a récemment lancé pour réduire les pertes alimentaires. Quelque 40 projets menés sous les auspices de la FAO font intervenir des experts de pays en développement œuvrant avec des agriculteurs dans d'autres pays en développement ou dans le cadre de programmes de formation axés sur la généralisation de pratiques optimales.

14. L'avantage comparatif de la coopération Sud-Sud est bien établi, mais il y a lieu d'effectuer des études supplémentaires pour déterminer toute une gamme de pratiques de référence. Les meilleures sciences agricoles devront être alliées au meilleur savoir traditionnel dans des domaines tels que la gestion des ressources en eau, l'utilisation de l'énergie, la production d'aliments nutritifs et plus abordables et l'adaptation aux effets des changements climatiques. Il faut surtout veiller à ce que les biens des petits propriétaires terriens ne soient pas aliénés au nom de la modernisation ou les femmes démarginalisées.

15. Les soucis en matière de sécurité alimentaire, d'agriculture durable et de santé publique font converger les efforts vers la promotion du commerce de produits alimentaires biologiques. Bien que les parts les plus lucratives du marché mondial de 60 milliards de dollars d'aliments biologiques soient en Europe et en Amérique du Nord, les biens de production sont principalement au Sud : sur le chiffre estimatif de 2 millions d'agriculteurs biologiques certifiés à travers le monde, quelque 80 % sont dans les pays en développement (34 % en Afrique, 29 % en Asie et 17 % en Amérique latine). Les pays en développement représentent également 73 % des terres certifiées pour la collecte de produits sauvages biologiques et l'aviculture. Maints autres agriculteurs de pays en développement pratiquent l'agriculture biologique sans être officiellement certifiés. En février 2012, le Groupe de travail œuvrant pour l'accès des pays d'Asie au marché mondial des produits biologiques – l'Asia Working Group of the Global Organic Market Access – (composé de représentants des secteurs public et privé du Bhoutan, du Cambodge, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, de la Malaisie, du Népal, des Philippines, de la République de Corée, de la République démocratique populaire lao, du Sri Lanka, de la Thaïlande et du Viet Nam) est convenu d'une norme biologique régionale asiatique, étape vers l'assouplissement du commerce de produits alimentaires biologiques au sein de la région et avec des marchés développés.

### **Sécurité sanitaire**

16. La coopération Sud-Sud dans le secteur de la santé connaît également un essor, ce qui englobe d'importants efforts mais souvent indétectables en matière de recherche-développement et qui visent à fabriquer et à commercialiser des produits pharmaceutiques dont ont besoin les pays en développement. Cela témoigne et découle des efforts des gouvernements qui introduisent de plus en plus d'éléments de recherche-développement dans les accords bilatéraux et multilatéraux. C'est ainsi que la Chine a conclu des accords bilatéraux avec 11 pays africains et s'est dotée d'un fonds de financement de projets. L'Inde dispose d'un budget de 40 millions de dollars destiné à financer le nouveau programme international de bourses de perfectionnement CV Raman qui fait venir des chercheurs africains pour travailler avec des institutions indiennes. L'Association des nations d'Asie du Sud-Est, le partenariat du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud, le Marché commun du Sud, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)<sup>4</sup> favorisent tous des liens scientifiques et techniques au sein de leurs propres membres.

17. En dépit de l'importance que les gouvernements attachent à la coopération Sud-Sud en matière de science et de technologie, l'information sur ce qui se passe

---

<sup>4</sup> Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka.

réellement est rare. Une récente étude<sup>5</sup> sur la coopération entre pays en développement dans le domaine de la biotechnologie a révélé que l'on ignorait tout du degré d'intérêt porté au domaine en dehors du soutien politique qui lui était accordé. L'examen des bases de données actuelles de divers pays en développement qui collaborent dans le domaine de la biotechnologie (Afrique du Sud, Argentine, Bangladesh, Brésil, Chine, Cuba, Égypte, Inde, Jordanie, Kenya, Nigéria, Thaïlande et Zambie) a permis de constater que tout en étant faible, le degré de coopération était significatif et s'accroissait : sur 1,2 million de documents sur la biotechnologie sanitaire publiés entre 1996 et 2009, 17 % de leurs auteurs émanaient de pays en développement. De surcroît, le nombre de ces auteurs avait plus que quadruplé au cours de cette période, passant de 6 190 en 1996 à 26 648 en 2009. Ces chiffres ne tiennent pas compte de la recherche-développement effectuée par des sociétés qui collaboraient également à la production de vaccins et de médicaments contre le paludisme, la tuberculose, le VIH/sida et d'autres maladies courantes. À partir de réponses à un questionnaire, l'étude a conclu que l'essentiel de la collaboration des entreprises (60 %) a porté sur la distribution ou la commercialisation de médicaments et l'approvisionnement en fournitures. Seuls 13 % de ceux qui ont répondu collaboraient à la recherche-développement. On s'accorde largement à dire que les principaux obstacles au renforcement de la collaboration en matière de recherche-développement tenaient à un manque de financement et à des priorités mal définies.

18. Tout comme pour la sécurité alimentaire, de multiples facteurs nuisent à la sécurité sanitaire, et les indices actuels ne sont pas entièrement fiables parce qu'ils tendent à donner plus de poids qu'il faut à des facteurs tels que le nombre d'hôpitaux et de médecins et pas assez à d'autres tels que les menaces écologiques, les habitudes d'exercice et la qualité de l'alimentation. Des données sur ces aspects devront être soumises à des définitions et à des mesures normalisées avant que les responsables politiques ne puissent disposer de la base nécessaire pour mener une action efficace. C'est ainsi que, pour améliorer la santé publique, les parties à la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac ont recours à la coopération Sud-Sud comme moyen de réduire la production et l'usage de produits dérivés du tabac.

### **Sécurité énergétique**

19. L'accès à des sources régulières d'approvisionnement en énergie a entravé la croissance dans les pays en développement au cours des années. Des études ont noté que la consommation d'énergie par habitant dans les pays en développement est encore inférieure à ce qu'elle est dans les pays développés, mais que le taux annuel d'accroissement de la consommation énergétique y est trois à quatre fois plus élevé que dans les pays développés. La croissance économique rapide à laquelle on a assisté dans le monde du Sud au cours de la décennie écoulée a parallèlement entraîné une augmentation de la consommation d'énergie. Du fait de l'élan de leur croissance économique, des pays en développement comme le Brésil, la Chine et l'Inde, ont vite accru leur consommation énergétique et sont devenus de plus en plus tributaires des importations de pétrole, essentiellement dans d'autres pays du Sud. Les politiques visant à accélérer et à consolider les acquis du développement

---

<sup>5</sup> Halla Thorsteindóttir, éd., *South-South Cooperation in Health Biotechnology: Growing Partnerships among Developing Countries* (International Development Research Center, Ottawa, et Academic Foundation, New Delhi).

durable dans le Sud prévoient notamment des débats et programmes sur les choix qui s'offrent en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire pour réduire la dépendance excessive vis-à-vis des combustibles fossiles, qui contribuent au réchauffement de la planète et l'adoption de sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie éolienne, solaire, hydroélectrique et géothermale.

20. La Conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 (Rio+20) a attaché une plus grande importance aux efforts de coopération Sud-Sud. À cette occasion, le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Organisation internationale de la Francophonie ont tenu une table ronde sur la nécessité de procéder à un transfert de technologie entre pays en développement afin de mettre l'énergie à la portée des pauvres à travers le monde. Un exemple de succès relevé lors de la table ronde a été le gazoduc de l'Afrique de l'Ouest, un projet d'acheminement du gaz sur 700 kilomètres du Nigéria au Bénin, Togo et Ghana, où des sociétés des secteurs privé et public ont pu unir leurs efforts pour apporter le soutien financier et l'assistance technique nécessaires. Toujours au cours de la Conférence, une exposition tenue dans le cadre de la coopération Sud-Sud, a favorisé un échange de solutions constructives de développement, notamment en matière d'énergie propre en Guinée-Bissau. Le projet financé par le partenariat entre l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud et qui, grâce à la mise en œuvre d'une stratégie d'énergie solaire en faveur des zones rurales, a permis jusqu'ici à 3 000 personnes d'avoir de l'électricité, doit s'étendre à 20 autres villages de Guinée-Bissau.

21. En sus des discussions d'intérêt général et de l'illustration des initiatives de coopération Sud-Sud réussies en matière de sécurité énergétique, la formation et l'échange de connaissances et de compétences ont également figuré au nombre des mesures pratiques adoptées. Le secteur énergétique nigérian a bénéficié de programmes grâce auxquels des agents clefs du National Power Training Institute of Nigeria, du Power Holding Company of Nigeria PLC et d'organismes nationaux connexes ont pu être formés par l'India's National Power Training Institute, financé en partie par la Banque mondiale et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, une formation étant ultérieurement envisagée pour l'Argentine et la Thaïlande. L'Energy and Resources Institute en Inde a également été chargé d'apporter ses compétences aux zones rurales de l'Afghanistan par le biais d'un projet de renforcement des capacités et de soutien institutionnel facilité par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et visant à assurer, grâce à des sources d'énergie viables et renouvelables, le ravitaillement en électricité des populations rurales de ce pays. Le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud a également élargi son initiative Sud-Sud en matière d'énergie, axée sur l'industrie pétrolière, pour renforcer les capacités des nouveaux arrivants du Sud dans l'industrie par le biais d'un échange de connaissances Sud-Sud entre partenaires, dont la Trinité-et-Tobago, le Ghana, le Suriname et la République-Unie de Tanzanie.

22. La coopération Sud-Sud et triangulaire se manifeste dans de nombreuses initiatives appuyées par l'ONU et divers autres partenaires de développement pour stimuler un développement vert. En septembre 2011, le Secrétaire général a lancé l'initiative Énergie durable pour tous, établissant 2012 Année internationale du développement durable pour tous et énonçant l'objectif ambitieux consistant à assurer l'accès à l'énergie durable pour tous d'ici à 2030. La stratégie de la Chine a visé à investir dans la diffusion et l'octroi de technologies destinées à assurer la



conservation de l'énergie, la conservation de l'eau et l'énergie renouvelable aux petits États insulaires en développement et aux pays les moins avancés.

23. En 2008, l'Union africaine et l'Union européenne ont établi le Partenariat Afrique-Union européenne pour l'énergie. À la première réunion de haut niveau du Partenariat à Vienne en septembre 2010, les dirigeants africains et européens ont lancé le Programme de coopération en matière d'énergie renouvelable en vue de mettre les technologies, les compétences et les capacités d'innovation de l'Europe au service du renforcement des compétences et des capacités en Afrique et d'en développer le vaste potentiel d'énergie renouvelable encore largement inexploité. Il aidera également à constituer un nouveau domaine de commerce industriel et de coopération commerciale entre l'Afrique et l'Europe. Le Programme, qui fait partie intégrante du Partenariat Afrique-Union européenne pour l'énergie, s'est fixé comme objectif d'assurer à au moins 100 millions d'autres personnes d'ici à 2020 l'accès à des services d'énergie modernes et viables. Il contribuera également aux objectifs arrêtés par le Partenariat en matière d'énergie renouvelable, en renforçant les installations hydroélectriques, les capacités d'énergie éolienne, les capacités d'énergie solaire et d'autres sources d'énergie renouvelables comme l'énergie géothermique et la biomasse moderne.

#### **Développement d'infrastructures**

24. Le manque d'infrastructures figure au nombre des plus graves entraves à la coopération Sud-Sud, et cela continue d'être le cas. Dans presque tous les pays en développement, le financement des infrastructures est insuffisant et les besoins d'investissement sont particulièrement pressants dans les domaines de l'énergie durable, des transports et des ressources en eau. Les investissements réalisés en matière d'infrastructures par les prestataires du Sud aident les pays bénéficiant des programmes à diversifier leurs économies. Ils offrent des sources d'énergie fiables, des axes de transport et des technologies de l'information et des communications à plus faible coût. Entre 2001 et 2008, les prestataires du Sud ont représenté 47 % du financement des infrastructures publiques de l'Afrique subsaharienne. L'essentiel des projets ont été exécutés dans les délais prescrits et de manière prévisible et rentable.

25. Les principaux pays du Sud qui contribuent au développement des infrastructures en Afrique subsaharienne sont (par ordre décroissant d'aide cumulative au développement de 2001 à 2008) : la Chine, l'Inde, la Banque islamique de développement, le Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds saoudien de développement, le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international, le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement, la République de Corée, le Nigeria Trust Fund et le Brésil. Ces prestataires d'aide au développement du Sud diffèrent selon leurs conditions de financement, le volume et l'évolution de leur assistance, et leur préférence pour des emplacements géographiques et des secteurs d'infrastructures.

26. La rareté relative de l'aide publique au développement accordée par des donateurs traditionnels au développement d'infrastructures et le soutien apporté en temps utile à cet effet par des pays en développement ont fait de ces derniers des partenaires privilégiés. Des secteurs comme celui des ressources en eau ont été relativement négligés à la fois par les donateurs traditionnels et les prestataires du

Sud, ce qui a eu pour effet de ralentir les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

27. La Chine, la plus importante source de financement d'infrastructures Sud-Sud, suit une méthode singulière consistant à assumer la responsabilité de projets d'infrastructure identifiés dans le cadre de négociations bilatérales et d'accords mutuels. Lorsqu'elle traite avec des pays qui ne sont pas en mesure d'offrir suffisamment de garanties que les prêts seront remboursés, elle suit ce que l'on en est venu à appeler le « modèle angolais », un système de troc en vertu duquel un gouvernement s'engage à fournir des ressources naturelles en échange des infrastructures aménagées par des sociétés chinoises. Cela nécessite des accords à trois niveaux. Le premier est un accord-cadre spécial entre les gouvernements définissant les principes de coopération. Le deuxième est un accord entre les banques et le fournisseur de matières premières. La troisième étape consiste pour le Gouvernement africain à signer des contrats de travail avec les sociétés recommandées par la China International Contractors Association, le travail étant accompli par des ouvriers chinois et locaux<sup>6</sup>.

28. L'Inde est le deuxième plus grand fournisseur de financement d'infrastructures à d'autres pays en développement, l'essentiel de ce financement étant canalisé vers des membres de l'ASACR et des pays proches. Le gros du financement a été débloqué sous les auspices du Programme indien de coopération technique et économique, qui a collaboré avec 156 pays et dépensé environ 1 milliard de dollars depuis le lancement de ses opérations en 1964. Le Programme forme du personnel en Inde, fournit des services d'appui aux projets, y compris d'assistance technique, organise des voyages d'étude et assure des secours humanitaires. Axé sur 19 pays africains anglophones, le Programme spécial d'assistance du Commonwealth à l'Afrique constitue une autre initiative. Un programme plus restreint, Team-9, offre 500 millions de dollars de lignes de crédit à huit pays d'Afrique de l'Ouest, qui exportent du pétrole vers l'Inde ou qui accueillent des sociétés indiennes de prospection pétrolière, pour qu'ils achètent des produits et services indiens.

### **Échange de connaissances**

29. Les pays en développement, les institutions spécialisées des Nations Unies et les organismes donateurs ont tous reconnu l'importance primordiale de l'échange d'informations et de connaissances dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Mais ils s'en sont pris différemment pour le faciliter. Le moyen le plus direct a été d'établir des « pôles de connaissances » dont la création suscite un intérêt de plus en plus vif : en juillet 2012, quelque 300 représentants venus de 40 pays se sont réunis à Bali à l'invitation du Gouvernement indonésien comment le faire de manière efficace. Ils ont procédé à un échange de données d'information et d'expérience et appris que les trois principales clefs du succès étaient un soutien politique dynamique, un financement fiable (des modèles de partenariat entre les secteurs public et privé existent) et un appui des professionnels qui ont des connaissances et des expériences à partager.

30. Toutes les institutions spécialisées du système des Nations Unies disposent d'importants pôles de connaissances dans leurs domaines de compétence respectifs,

<sup>6</sup> Martyn Davies, « How China is influencing Africa's Development », document d'information, Organisation de coopération et de développement économiques (2010).

et comme l'échantillon suivant l'indique, leurs initiatives ont largement varié. Le Groupe spécial de la coopération Sud-Sud a créé l'Académie mondiale de développement Sud-Sud, qui offre l'accès à des solutions de développement et à des experts du Sud. La Banque mondiale dispose d'un fonds multidonateurs Sud-Sud financé par quatre pays à revenu intermédiaire. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) privilégie dans sa programmation régionale les voies de transmission des connaissances faisant intervenir des réseaux de praticiens et d'institutions de pays en développement comme l'Académie des sciences pour le monde en développement (toujours connu sous son ancien acronyme TWAS-Académie des sciences du tiers-monde). Le Centre interaméricain de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour le développement des connaissances en formation professionnelle favorise la coopération Sud-Sud et triangulaire par le biais d'une plate-forme régionale d'échange de connaissances et d'un réseau de politiques de perfectionnement des connaissances; il relie des institutions publiques, des organisations internationales, des organisations sociales partenaires, des universités et des organismes de la société civile. Le Programme alimentaire mondial, en collaboration avec la FAO, dispose d'un centre d'excellence contre la faim au Brésil qui aide à propager le savoir-faire engendré par le franc succès que s'est taillé ce pays dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel abrite des centres de coopération industrielle Sud-Sud en Chine et en Inde. Il accueillera également l'Expo mondiale sur le développement Sud-Sud (qui se tiendra à Vienne du 19 au 23 novembre), cadre instauré par le Groupe spécial de coopération Sud-Sud, pour présenter des solutions de développement du Sud à des problèmes communs aux pays en développement.

31. Au niveau national, la situation a été marquée par un surcroît de transparence au cours des dernières années, nombre de gouvernements dotés d'importants programmes de coopération Sud-Sud ayant soit publié des déclarations précisant ce qu'ils font, soit établi des organismes distincts pour cibler leurs activités. La Chine a publié un livre blanc donnant un aperçu de ses activités Sud-Sud. L'Inde a établi un nouveau partenariat d'aide au développement et le Brésil l'Agence brésilienne de coopération. La nouvelle agence de coopération pour le développement du Mexique, appelée Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement, a regroupé 27 pôles de connaissances en 14 domaines thématiques. L'Indonésie continue de diffuser les activités de coopération Sud-Sud auprès de quatre services gouvernementaux, mais a établi le grand projet et plan de coopération Sud-Sud et triangulaire dont une équipe de coordination est chargée de l'exécution. Singapour a créé une nouvelle société publique, la Singapore Cooperation Enterprise, pour être l'unique point d'accès aux compétences de 15 ministères et de 66 conseils statutaires ainsi que d'un large éventail de sociétés privées hautement spécialisées.

32. En attendant, l'Université virtuelle africaine a reçu un financement pour ouvrir 12 nouveaux centres de téléenseignement et d'apprentissage en ligne, rénover 15 centres existants, renforcer les capacités en matière de technologie de l'information et des communications, étoffer les programmes scientifiques et techniques et initier le personnel à l'élaboration de cours adaptés. Créée par la Banque mondiale en 1997, l'Université dispense des cours d'apprentissage en ligne du niveau de la licence et de la maîtrise en mathématiques et en sciences, de pédagogie, d'initiation aux technologies de l'information et des communications et

d'intégration des classes de TIC. Elle a conféré des diplômes à 40 000 étudiants originaires de 27 pays d'Afrique subsaharienne.

33. La coopération Sud-Sud continue, dans une large mesure, de s'appesantir sur des moyens plus traditionnels d'échange de connaissances, par le biais d'universités concrètes. En Afrique, six années de préparatifs ont abouti à l'annonce en décembre 2011 que l'Université panafricaine ouvrirait ses portes à des étudiants du niveau du troisième cycle et à des chercheurs à cinq centres abrités par des universités actuelles. Les antennes de l'Université comprennent un centre des sciences de la terre et de la vie abrité par l'Université d'Ibadan au Nigéria, un centre des sciences, de la technologie et de l'innovation à l'Université Jomo Kenyatta au Kenya, un centre de la gouvernance, des lettres et des sciences sociales à l'Université de Yaoundé au Cameroun, un centre des sciences spatiales en Afrique du Sud et un institut des ressources en eau, de l'énergie et des changements climatiques bénéficiant du soutien d'un réseau de 11 universités algériennes. L'Association des universités africaines et l'Académie africaine des sciences joueront d'importants rôles dans l'administration de l'Université, qui est censée avoir 100 étudiants dans chaque centre, ce qui devrait en porter le total à 15 000 d'ici à 2015. L'Inde appuiera l'antenne du Nigéria et la Suède celle du Cameroun. D'autres accords de partenariat sont prévus avant que l'Université n'ouvre ses portes aux étudiants en 2012.

### C. Les diverses réalités de l'intégration régionale

34. Le contexte et les circonstances régionales de la coopération Sud-Sud en Afrique, en Asie et en Amérique latine sont très différents. Un indicateur de ces différences est la part que représente le commerce interrégional (en pourcentage) dans le total des exportations de chaque région, comme il ressort du tableau ci-dessous.

Origine	Destination				
	Afrique	Asie	Communauté d'États indépendants	Moyen-Orient	Amérique du Sud et centrale
Afrique	12,3	24,1	0,4	3,7	2,7
Asie	2,7	56,2	1,8	4,2	3,2
Communauté d'États indépendants	1,5	14,9	18,6	3,3	1,1
Moyen-Orient	3,2	52,6	0,5	10,0	0,8
Amérique du Sud et centrale	2,6	23,2	1,3	2,6	25,6

Source : Extrait des *Statistiques du commerce international 2011*, Organisation mondiale du commerce, d'après les données de 2010.

35. Le niveau élevé des échanges interasiatiques montre qu'en Asie de l'Est et du Sud-Est des multinationales ont établi des chaînes de production qui traversent les frontières nationales : la fabrication, le montage, la finition et l'emballage se font dans des pays différents. L'investissement dans les infrastructures de transport et de production en Asie de l'Est et du Sud-Est a été très élevé et les deux sous-régions se vantent désormais d'avoir la meilleure connectabilité de toutes les régions en développement.

36. Le commerce intrarégional en Amérique du Sud et centrale représente le quart du total des exportations de la région, mais il y a des différences importantes entre les destinations d'exportation des pays de la région. Par exemple, le Mexique, membre de l'Accord de libre-échange nord-américain, réalise plus de 80 % de ses échanges avec les États-Unis d'Amérique et seulement 6,4 % avec le reste de l'Amérique latine. Pour le Brésil, ces chiffres sont respectivement de 12,5 % et de 22,1 %, tandis que, pour l'Argentine, ils sont de 6,9 % et 40,9 %<sup>7</sup>. Dans les autres régions (l'Afrique, la Communauté d'États indépendants et le Moyen-Orient), la part que représente le commerce intrarégional est moins importante car elles exportent de grandes quantités de ressources naturelles, surtout vers des pays développés d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord.

37. Dotée d'infrastructures nationales et régionales inadéquates, d'une connectivité insuffisante et de niveaux de commerce intrarégional moins élevés, l'Afrique continue de se heurter à de graves problèmes : des niveaux de pauvreté catastrophiques, des conflits armés prolongés, des actes de terrorisme et des catastrophes naturelles, parmi lesquelles, en 2011-2012, l'invasion de criquets pèlerins et la famine dans la Corne de l'Afrique. Malgré ces difficultés, l'Afrique est résolument tournée vers l'avenir et étudie les moyens d'en réaliser les promesses. Le rapport conjoint établi en 2012 par la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique sur la libération du potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale (*Unleashing Africa's Potential as a Pole of Global Growth*)<sup>8</sup> et sa discussion à une réunion ministérielle de l'Union africaine ont mis en évidence les mesures à prendre. Il énumère les conditions nécessaires à une croissance soutenue au cours des 20 prochaines années : amélioration de la gouvernance politique et économique; investissements en capital humain et en infrastructures matérielles essentielles; promotion de l'innovation et des transferts de technologies pour augmenter la valeur ajoutée et favoriser l'industrialisation et les transformations structurelles; efforts face au changement climatique; « révolution verte » de l'agriculture; augmentation du financement du développement provenant de sources internes et externes; et accélération de l'intégration régionale et du commerce interafricain dans le cadre de nouveaux partenariats avec les puissances économiques émergentes du Sud<sup>9</sup>.

38. Certaines des recommandations ci-dessus extrapolent à partir des tendances existantes. La montée en flèche de la connectivité téléphonique en Afrique a été entièrement menée par des entreprises basées en Afrique du Sud, aux Émirats arabes unis et en Inde. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a fait savoir en juillet 2012 que, les sociétés basées en Europe et en Amérique du Nord réduisant leurs investissements en Afrique face à la récession sur leurs marchés internes, les sociétés africaines prenaient le relais. Elles n'étaient pas attirées que par les gisements de pétrole, de gaz et d'autres minéraux récemment découverts; des chaînes de supermarchés, des entreprises de construction et des banques, basées pour la plupart en Afrique du Sud, ont été appelées à répondre aux besoins de la classe moyenne émergente dans l'ensemble de l'Afrique. Selon le *Wall Street Journal*, le groupe sud-africain Shoprite « a mobilisé, en mars,

<sup>7</sup> [http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/2/45452/Documento\\_Completo\\_Balance\\_Preliminar.pdf](http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/2/45452/Documento_Completo_Balance_Preliminar.pdf).

<sup>8</sup> Commission économique pour l'Afrique et Commission de l'Union africaine, *Economic Report on Africa 2012: Unleashing Africa's Potential as a Pole of Global Growth*, disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://new.uneca.org/era/era.2012.aspx>.

<sup>9</sup> Ibid., p. 170.

1 milliard de dollars en actions et obligations pour alimenter son expansion dans des marchés tels que le Nigéria et la République démocratique du Congo; il possédait déjà, dans 16 pays (sans compter l'Afrique du Sud), 223 magasins. Le groupe industriel nigérian Dangote, de son côté, a investi 93 millions de dollars en 2010 pour obtenir une part majoritaire dans une cimenterie sud-africaine et 400 millions de dollars en 2011 pour en construire une en Zambie. Quant à la société Ecobank Transnational Inc., basée au Togo, elle a été, ces 10 dernières années, au deuxième rang des investisseurs dans de nouveaux projets en Afrique et elle y est implantée dans 32 pays ».

39. Le gros des progrès des affaires interafricaines a été réalisé sous l'égide de l'Union africaine, la plus structurée et la plus systématisée de toutes les entreprises de coopération Sud-Sud au monde et la seule qui couvre un continent entier. Grâce à ses propres structures constitutionnelles, à des institutions opérationnelles et à un programme global de développement (le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique), l'Union africaine a contribué à changer toute une série de réalités africaines. Son Conseil de paix et de sécurité a envoyé des missions de rétablissement et de maintien de la paix pour enrayer les conflits; grâce à un mécanisme d'examen par les pairs, elle a introduit un peu de transparence et de responsabilisation dans la gouvernance et, en invitant la société civile à participer à l'élaboration de la politique économique et sociale, elle a affermi sa propre légitimité. Le refus résolu de reconnaître les dirigeants africains qui se hissent au pouvoir par un coup d'État a réduit considérablement l'instabilité politique et renforcé la démocratie dans l'ensemble du continent<sup>10</sup>.

40. Compte tenu de ce qui précède, il importe que les responsables régionaux tiennent compte des niveaux très différents de participation des pays aux mécanismes économiques régionaux.

#### **D. Élargissement des partenariats en faveur du développement**

41. En 1995, le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud a répertorié 23 pays en développement qui étaient « essentiels » à la coopération Sud-Sud en raison de leurs capacités technologiques et économiques relativement avancées. Ces pays ont continué de jouer un rôle de pointe concernant l'appui fourni et ils en ont élargi la portée. Une série de mécanismes consultatifs interrégionaux ont été mis en place par différents pays (Chine-Afrique, Inde-Afrique, République de Corée-Afrique, Turquie-Afrique, Chine-Amérique latine, Inde-Amérique latine); tous portent sur la coopération économique et technique, mais ils n'ont guère d'objectif ou de mécanisme commun. Bien que la transparence se soit améliorée ces derniers temps grâce à ces arrangements, les informations disponibles sont rarement comparables. Il faudra tenir compte de ce facteur dans l'examen des activités de coopération Sud-Sud menées par les grands partenaires et décrites ci-dessous.

<sup>10</sup> Cette politique a été renforcée avec l'entrée en vigueur, le 15 février 2012, de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, qui prévoit des mesures de soutien des institutions et mécanismes électoraux visant à garantir des élections démocratiques, libres et régulières; elle rejette les changements inconstitutionnels de gouvernement, insiste sur l'obligation de garantir l'indépendance de la justice et encourage le respect des droits de l'homme.

42. La Chine fournit le gros de l'appui interrégional au développement. En juillet 2012, à la cinquième Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, Beijing s'est engagé à doubler le montant des prêts à des conditions libérales, les portant à 20 milliards de dollars pour les trois prochaines années. Plus de 2 000 entreprises chinoises sont implantées dans d'autres pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine. Même si elles ont tendance à faire venir de Chine l'essentiel de la main-d'œuvre utilisée pour les projets, elles ont également fait appel aux 30 000 et quelques professionnels africains formés dans le cadre de programmes officiels. En 2011, les échanges entre la Chine et l'Afrique se sont chiffrés à 166,3 milliards de dollars, soit 16 fois plus qu'en 2000, l'Afrique affichant un excédent commercial de 20,1 milliards de dollars. L'investissement direct de la Chine en Afrique s'élève actuellement à 15,3 milliards de dollars, contre moins de 500 millions de dollars il y a 10 ans.

43. La coopération technique et financière de l'Inde vise essentiellement sa propre sous-région et en particulier l'Afghanistan. Ailleurs, son programme de coopération Sud-Sud concerne surtout l'Afrique. Le dossier de projets de l'Inde en Afrique englobe la fourniture de versions génériques à bas prix de médicaments de marque onéreux; le réseau électronique panafricain, système de transmission à large bande qui relie les hôpitaux et les établissements d'enseignement africains à des centres d'excellence en Inde; et un programme d'assistance technique diversifiée qui chaque année permet à quelque 1 600 jeunes Africains d'aller étudier en Inde.

44. Le Gouvernement brésilien a alloué 30 millions de dollars à son agence de coopération, qui consacre 75 % de son budget à la coopération avec le PNUD et le reste à la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies. Le Brésil participe à des projets de coopération Sud-Sud dans plus de 80 pays. La République de Corée, la Malaisie, la Thaïlande et la Turquie ont toutes fait d'énormes progrès dans la promotion et le renforcement des partenariats et programmes Sud-Sud aux niveaux bilatéral et régional et elles établissent actuellement des institutions afin de promouvoir le partage des connaissances et la recherche dans des domaines tels que l'agriculture, l'énergie et le changement climatique.

45. Établi en 2003, le partenariat Inde, Brésil et Afrique du Sud a élargi les relations au sein du groupe par des sommets biennaux qui sont l'occasion d'organiser des manifestations culturelles, d'entendre des organisations non gouvernementales et de tenir des séminaires. Il dispose d'un fonds de développement géré par le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, auquel chaque membre contribue 1 million de dollars par an pour des projets de lutte contre la faim et la pauvreté. En mars 2012, l'Inde a organisé la première Conférence ministérielle de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud sur le travail décent, à laquelle ont participé 22 pays qui se sont appliqués à partager leurs connaissances et leurs expériences. Il a été décidé à cette occasion de créer un groupe de travail qui se réunirait une fois par an à ce sujet.

## **E. Le rôle du système des Nations Unies dans la coopération Sud-Sud et triangulaire**

46. Plus de 30 ans après que le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement a préconisé que le Système des Nations Unies pour le développement s'imprègne de

l'esprit de la coopération Sud-Sud, le Corps commun d'inspection a indiqué en 2011 que les progrès avaient été lents, même si, ces dernières années, ils avaient été réels pour plusieurs organismes des Nations Unies. La présente section traite des démarches stratégiques adoptées par certains d'entre eux à l'appui de la coopération Sud-Sud<sup>11</sup>.

47. Le PNUD a récemment encouragé plusieurs initiatives de gestion du savoir, y compris celle dite « Solution Exchange » qui, lancée en Inde en 2005, sert de plateforme impartiale pour l'échange de savoir et d'idées entre 35 000 professionnels du développement sur 13 thèmes distincts. Cette initiative, primée<sup>12</sup>, a été lancée avec le soutien du PNUD au Bhoutan, au Cambodge, en Indonésie, en Thaïlande et dans les îles du Pacifique au cours des cinq dernières années. D'autres initiatives sont en instance de lancement. Au niveau régional, le PNUD a établi de nouveaux partenariats stratégiques avec le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique, Singapour, l'Afrique du Sud et la Turquie, ainsi qu'avec l'Indonésie (où il devrait être parachevé en 2012) afin de faciliter les échanges Sud-Sud de connaissances et de compétences, de manière à avancer plus rapidement vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Pour placer l'attention stratégique sur les grands problèmes et favoriser le dialogue, le PNUD continue d'établir des centres d'excellence thématiques, ou des centres d'orientation, dans des pays qui ont acquis une expérience précieuse dans leurs propres mécanismes de développement : Singapour concernant l'excellence du service public, la Chine pour la réduction de la pauvreté et la Turquie sur l'exploitation du pouvoir du secteur privé dans le développement.

48. En mars 2012, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail a adopté une stratégie de coopération Sud-Sud et triangulaire, axée sur quatre domaines du programme pour un travail décent : le respect des droits humains des travailleurs sur le lieu de travail, la promotion de l'emploi, la protection sociale et le dialogue social. Parmi les projets de coopération Sud-Sud et triangulaire menés actuellement par l'Organisation internationale du Travail, on peut citer la formation, par des Argentins, d'inspecteurs du travail colombiens et honduriens, financée par l'Agence canadienne de développement international; le financement apporté par les États-Unis au Brésil pour aider Haïti à lutter contre le travail des enfants; et le financement conjoint, par le partenariat Inde, Brésil et Afrique du Sud et l'Allemagne, de la participation de représentants syndicaux aux programmes de la Global Labour University de l'OIT.

49. En novembre 2011, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a lancé un nouveau projet de renforcement de la coopération Sud-Sud dans le domaine de la propriété intellectuelle au service du développement. Ce projet encourage le partage d'expériences entre pays en développement concernant les aspects techniques et juridiques de la protection de la propriété intellectuelle en faveur des pays les moins avancés. Une série de réunions régionales et interrégionales sont prévues, ainsi qu'une manifestation annuelle de portée mondiale; la première de ces réunions aura lieu en septembre 2012.

---

<sup>11</sup> Pour des informations plus détaillées sur le soutien apporté récemment par les Nations Unies à la coopération Sud-Sud, voir les rapports SSC/17/1 et SSC/17/2 soumis à la dix-septième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud.

<sup>12</sup> En juin 2012, l'initiative a reçu le prix du public (eWorld Public Choice Award) au deuxième eWorld Forum, organisé à New Delhi, dans la catégorie « Meilleure initiative d'application et de contenu localisés ».



50. La création en 2009, par la CNUCED, du Groupe de la coopération et de l'intégration économiques des pays en développement, a été suivie de deux publications majeures axées sur la coopération Sud-Sud : le rapport de 2010 sur le développement économique en Afrique<sup>13</sup> et le rapport de 2011 sur les pays les moins avancés<sup>14</sup>. Le rapport de 2010 sur une économie novatrice<sup>15</sup>, établi en collaboration avec le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, a porté sur l'utilisation de la coopération Sud-Sud pour promouvoir des économies novatrices entre partenaires.

51. Grâce à des fonds provenant de Malaisie, l'UNESCO met en œuvre un programme quinquennal de renforcement des capacités Sud-Sud en vue d'améliorer l'éducation et la science. Ses principaux bénéficiaires sont les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement. Dans le cadre d'un accord sur un fonds d'affectation spéciale conclu avec l'Afrique du Sud, l'UNESCO travaille à l'élaboration de politiques dans les domaines de la science, des technologies et de l'innovation dans tous les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

52. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a lancé une plate-forme Internet visant à promouvoir l'échange de connaissances Sud-Sud pour renforcer les moyens de parvenir à une meilleure gouvernance environnementale. En collaboration avec le PNUD et le Centre international de politiques pour une croissance inclusive, basé au Brésil, il s'efforce également de voir comment généraliser l'intégration des liens entre pauvreté et environnement dans la planification du développement tout en protégeant les pauvres des effets négatifs.

53. Le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, qui relève du PNUD, a continué d'améliorer ses services et son efficacité non seulement en tant qu'organisateur du dialogue politique intergouvernemental (par exemple, la dix-septième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud tenue du 22 au 25 mai 2012), initiateur des mécanismes de partage des connaissances, catalyseur des partenariats globaux entre les secteurs public et secteur privé et facilitateur de la collaboration interinstitutions pour l'application du document final de Nairobi, mais aussi dans le cadre des fonctions de secrétariat qu'il exerce pour le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud (organe subsidiaire de l'Assemblée générale) et grâce aux trois piliers de sa structure d'appui multilatéral à la coopération Sud-Sud, à savoir l'Académie mondiale du développement Sud-Sud, l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud, et le Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie. Dans ces conditions, il convient de rappeler que, dans le document final de Nairobi, les États Membres ont encouragé

<sup>13</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Développement économique en Afrique : la coopération Sud-Sud : l'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement*, publication des Nations Unies, numéro de vente F.10.II.D.13.

<sup>14</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Rapport 2011 sur les pays les moins avancés : Contribution potentielle de la coopération Sud-Sud à un développement équitable et durable*, publication des Nations Unies, numéro de vente F.11.II.D.5.

<sup>15</sup> Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et Programme des Nations Unies pour le développement, *Creative Economy Report 2010: A Feasible Development Option* (2010) (disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://academy.ssc.undp.org/DOCs/CER2010v2.pdf>).

les institutions spécialisées et les fonds et programmes des Nations Unies à tirer profit des services du Groupe spécial.

54. Il ressort de ces initiatives que les organismes des Nations Unies accordent de plus en plus d'importance à la coopération Sud-Sud et qu'il faut d'urgence se demander comment coordonner au mieux l'action dans des domaines très divers, mais solidaires. Le principe « Unis dans l'action » du système des Nations Unies ne peut être mis en pratique qu'au niveau de la logistique et de la gestion; pour être efficaces, les mesures de développement doivent tenir compte des interactions organiques. Dans cette optique, de nouveaux arrangements institutionnels doivent être envisagés et mis en place et de nouveaux systèmes de diffusion des informations doivent être établis pour une analyse rapide et continue des données.

### **III. Observations et voie à suivre**

55. L'essor du Sud depuis 10 ans a globalement favorisé le développement économique dans ses pays mais les études font apparaître qu'il n'a eu aucun effet sur le phénomène des « économies enclavées » dans les pays dont les revenus dépendent beaucoup de l'exportation de quelques produits de base et où, malgré la croissance rapide et soutenue du PIB, peu d'emplois ont été créés. Le chômage et le sous-emploi sont même au paroxysme dans les régions du Sud touchées par les troubles et les conflits politiques. L'augmentation de l'inégalité des revenus dans tous les pays en développement à croissance rapide est également une cause d'instabilité.

56. On s'efforce donc d'imaginer des modèles de développement conciliant croissance et préoccupations d'équité et de protection de l'environnement. Le Brésil par exemple s'est efforcé d'éliminer la faim, de réduire la pauvreté, de stimuler l'emploi et de fournir à ses citoyens de l'électricité et du combustible à bas prix. Il a ainsi réussi à réduire la pauvreté de 66 % et à faire progresser l'éducation des adultes de 30 % et l'emploi de 25 %. Par le biais de son centre d'excellence pour la lutte contre la faim et d'un programme financé par la Banque africaine de développement visant à diffuser ses connaissances en Afrique subsaharienne, le Brésil est devenu un centre de connaissances spécialisées dans un domaine qui intéresse tous les pays, même à revenu intermédiaire ou riches, mais où persistent des poches de pauvreté.

57. Durant les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio de Janeiro, 20-22 juin 2012), les responsables politiques, les chefs d'entreprise et les organisations de la société civile ont réfléchi à de nouveaux modèles. Les préparatifs régionaux ont été essentiellement des efforts Sud-Sud visant à établir des positions et stratégies communes pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine à réaliser dans le délai de 10 ans préconisé au Sommet mondial pour le développement durable tenu en 2002 à Johannesburg. Ces efforts ont abouti à l'établissement, pour l'Afrique, d'un cadre décennal de programmes sur les modes de consommation et de production durables; à une stratégie régionale pour l'Amérique latine énonçant des initiatives nationales et régionales visant à changer les modes de consommation et de production; à une feuille de route pour une croissance verte à faible émission de carbone pour la région Asie-Pacifique signalant la nécessité de changements systémiques et proposant des solutions aux dirigeants politiques; une stratégie arabe sur les modes de consommation et de

production durables; et pour l'Asie du Nord-Est un programme sous-régional pour un mécanisme de coopération environnementale. Les initiatives régionales devaient s'inscrire dans le cadre d'un effort mondial coordonné pour établir un modèle de développement neuf, mais cela ne s'est pas fait à la Conférence.

58. Il faut souligner l'importance de l'appel lancé à la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, tenue à Nairobi, en vue d'améliorer l'efficacité des mécanismes de coopération Sud-Sud. À signaler aussi les efforts actuels visant à reconfigurer les dispositifs institutionnels d'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud eu égard aux délibérations sur l'examen quadriennal complet de 2012 et au programme de développement pour après 2015.

59. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ne sont pas seulement de plus en plus utiles pour les pays en développement; ce sont désormais des éléments primordiaux qui appuient le pôle de croissance le plus dynamique de l'économie mondiale. Les pays en développement devront donc adopter une démarche de développement stratégique et globale qui dépassera les préoccupations habituelles de manière que ses bienfaits soient partagés plus équitablement.

60. Le rôle essentiel et étendu que joue la coopération Sud-Sud et triangulaire n'est pas pleinement mentionné ni analysé dans les arrangements nationaux et multilatéraux en vigueur, qui ont tendance à être bureaucratiques et à faire intervenir des coordonnateurs nationaux ou sectoriels. L'expérience a montré que de tels arrangements ne permettent pas la circulation d'informations fiables et détaillées. Pour cela, le système multilatéral offre une dimension internationale et une présence physique, mais il faut que les rôles et les responsabilités soient précisés pour garantir l'efficacité du système et prévenir les doublons.

61. Les pays en développement ont recensé un certain nombre de problèmes communs à traiter en priorité, notamment le renforcement des capacités de production des moins avancés et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, indispensables pour garantir le développement humain durable. Cependant, pour après 2015, les pays en développement et développés doivent se mettre d'accord sur l'avenir du développement et sur le rôle et le programme de la coopération Sud-Sud car la notion de coopération Sud-Sud dépasse les modalités et le financement du développement et touche à l'identification de pratiques de référence avérées et à la manière de les transposer en plus grand.

62. Le dialogue entre les États Membres doit s'articuler autour du développement durable. La principale difficulté est de déterminer comment modifier les modes d'utilisation, de production et de consommation des ressources. La promotion des intérêts des pays en développement a progressé depuis 50 ans. Concernant l'avenir du système multilatéral dans les mécanismes d'élaboration de stratégies, la communauté internationale devrait se demander comment le système des Nations Unies utilisera au mieux la coopération Sud-Sud pour garantir des résultats de développement satisfaisants. Elle devrait pour ce faire s'attacher à la structure économique et financière et aux structures de gouvernance et de développement au niveau international, qui doivent être globales et donner à tous les pays en développement les moyens de se faire entendre.

63. La première étape consiste à établir un cadre stratégique conceptuel net pour la coopération Sud-Sud. Des progrès ont été faits en ce sens au sein du système des Nations Unies avec l'élaboration d'un projet de directives opérationnelles mais des

moyens d'action propres à chaque organisme doivent encore être adoptés en vue de sa pleine application dans l'ensemble du système. En outre, comme les initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire sont avant tout du ressort des États Membres, il leur incombe d'établir leurs propres moyens d'action de manière à disposer des cadres nécessaires pour appuyer et guider leurs initiatives de coopération, compte tenu de la diversité des partenaires de développement, allant de la société civile au secteur privé, avec lesquels ils peuvent collaborer à la réalisation de leurs objectifs de développement.

64. Le système des Nations Unies reste résolu à soutenir les efforts de coopération Sud-Sud et triangulaire déployés par les États Membres et il prend des dispositions en ce sens, notamment en offrant des services consultatifs, en collaborant avec les pays pour établir des centres d'excellence et en partageant son savoir de manière à faire correspondre l'offre à la demande, tout cela pour promouvoir et améliorer les capacités nationales d'adaptation à un monde en flux rapide. Il faut soutenir davantage ces initiatives par une coopération Sud-Sud multilatérale visant les problèmes communs de développement, tels que la sécurité alimentaire et énergétique, l'instabilité financière et le changement climatique. Les États Membres qui le peuvent devraient être encouragés à investir davantage dans les initiatives multilatérales de coopération Sud-Sud soutenues par l'ensemble des institutions spécialisées, fonds et programmes compétents des Nations Unies, notamment le Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

65. Les activités normatives et opérationnelles des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud doivent également être mieux rationalisées et coordonnées afin de répondre plus efficacement aux besoins de développement d'un Sud en plein essor et à son rôle socioéconomique mondial grandissant. Dans ces conditions, les États Membres attendent des institutions spécialisées et des fonds et programmes des Nations Unies compétents qu'ils jouent dans la coopération Sud-Sud et triangulaire des rôles multiples : organisation, promotion, transmission des connaissances, établissement de partenariats et suivi des progrès réalisés. L'extension de la coopération Sud-Sud aux activités du système des Nations Unies en faveur du développement devrait viser une croissance économique soutenue et un développement durable dans le Sud par le biais des processus, politiques et programmes menés aux niveaux mondial, régional et national.